

Avis voté en plénière du 23 juin 2015

Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Malgré l'échec de la stratégie de Lisbonne, la stratégie UE 2020 en a pris le relais en 2010 sans introduire de véritables changements. Aucune évolution dans la philosophie adoptée par cette nouvelle stratégie dépourvue d'ambition et de véritable vision pour l'Europe. Ses quelques bonnes intentions n'ont jamais réellement été mises en œuvre : à mi-parcours ses objectifs sont loin d'être atteints tout particulièrement en matière d'emploi et de pauvreté. Ce constat d'échec justifiait à lui-même que le CESE se penche sur cette question, à la fois pour établir un état des lieux mais également afin de proposer des pistes à même de lui donner un nouveau souffle.

L'avis a le mérite de mettre en exergue l'inefficacité de cette stratégie en raison de sa subordination aux objectifs économiques du semestre européen, procédure beaucoup plus contraignante qui impose à la fois une austérité quasi permanente à l'ensemble des pays européens et des réformes structurelles régressives qui démantèlent les droits sociaux et instaurent une insécurité grandissante sur les marchés du travail.

Pour le groupe FO, l'avis rend compte à juste titre de ce bilan social catastrophique, éloigné des objectifs initiaux et donc de la réalité des 26 millions de chômeurs et des 125 millions d'européens qui vivent sous le seuil de pauvreté. Il en est de même sur d'autres plans, tels que l'innovation et les objectifs en matière de R&D, qui sont censés préparer les activités et les emplois de demain, mais se heurtent à un échec tout aussi patent.

Pourtant, et l'avis a le mérite de le rappeler, la crise n'est pas la source de tous les maux. Plusieurs années après, alors que la reprise se fait attendre, ce sont les politiques d'austérité mises en œuvre et les réformes structurelles adoptées jusqu'ici qui ont largement participé à ces mauvais résultats.

Pour FO, l'Union Européenne et les États membres doivent enfin se donner les moyens de sortir du cercle vicieux austérité/récession/chômage. C'est pour cela que FO avec la Confédération européenne des syndicats (CES) revendique une politique ambitieuse de relance et d'investissements publics pour une croissance durable et créatrice d'emplois de qualité.

FO revendique aussi une vraie politique industrielle européenne, à mettre en place sur des secteurs essentiels comme celui de l'énergie, privilégiant et favorisant des coopérations et des partenariats entre les États et permettant de véritables créations d'emplois.

L'Europe se doit de réintroduire au cœur de son action la notion fondamentale de progrès social. FO soutient une réorientation de l'Union européenne et la construction d'une véritable Europe sociale permettant l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations et disposant

d'outils ambitieux pour sécuriser l'autonomie des négociations collectives et pour que les droits sociaux aient enfin la primauté sur les libertés économiques.

Le groupe FO tient à saluer le travail du rapporteur et de l'équipe administrative et a voté l'avis.